

VIVRE AU PAYS



“ Le Combat socialiste ”

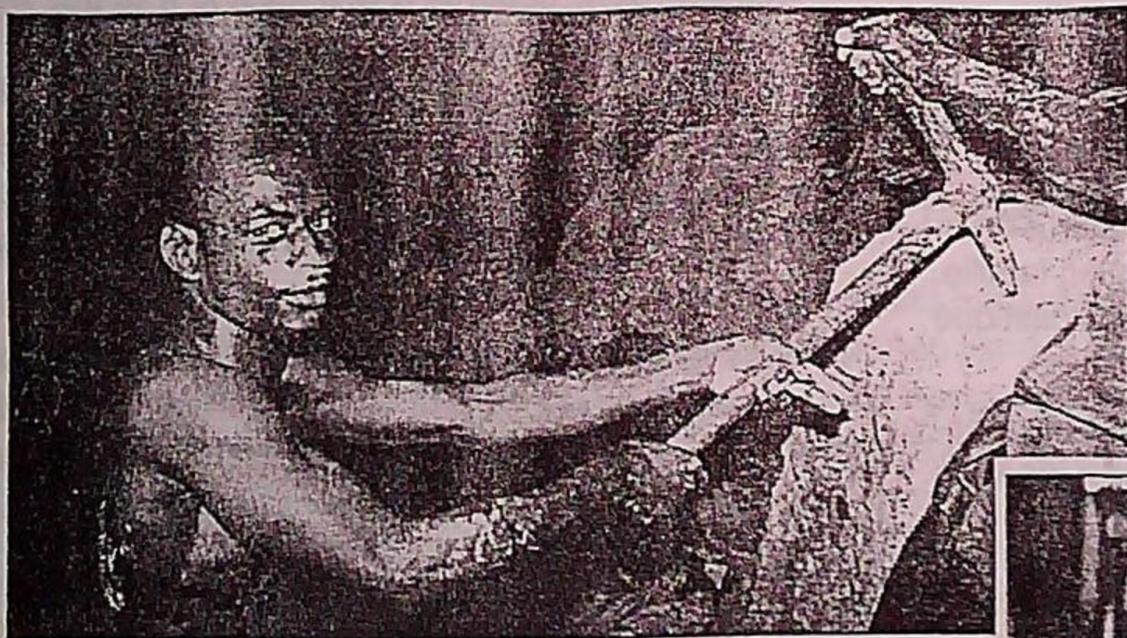
Juillet 1996 - N°: 1026
Prix: 5 F.

ALTERNATIVE ROUGE ET VERTE

Socialisme

Ecologie

Autogestion



Après
le sommet
des riches

. La richesse
n'est pas
un mystère



On sait en gros d'où elle vient...

... et où elle va !

MALADRESSE

Tellement désireux de réussir le coup politique de la paix en Palestine pour assurer sa réélection, Clinton est lourdement intervenu en faveur du candidat travailliste israélien Peres. La dernière fois, juste avant le scrutin, semble avoir été une fois de trop. Cette ingérence si pesante a irrité les électeurs et poussé les indécis vers le Likoud...

Pas très fin ! Mais depuis l'inénarrable Ford, a-t-on connu des présidents américains fins diplomates ? Mais, hypocrites, calculateurs selon les cas, mais ; fins, c'est à dire d'une intelligence subtile ?

POLLUTIONS CONFLICTUELLES

Les algues vertes ont bouché les prises d'eau de la centrale nucléaire de Flamanville. Mon pauvre ami, il y a tellement de pollutions dans le monde d'aujourd'hui qu'elles se contrarient les unes les autres ! Il y a trop de candidates pour l'espace disponible !

On peut en rigoler en passant, mais s'en réjouir, c'est autre chose !

LE FIEF

A la mairie de Paris, on était pratiquement entre soi pour la droite et on pourrait même dire pour le RPR. Dans ces conditions, il ne faut sans doute pas s'étonner qu'il y ait eu de nombreux arrangements en famille. Le citoyen de base est souvent là dessus sarcastique mais blasé.

C'est plutôt les efforts qu'on sent s'exercer actuellement pour contrarier ou dévier les enquêtes sur les abus les plus criants qui risqueraient de donner un nouvel élan à son indignation. Le classement sans suite de l'affaire Tibéri va peut-être faire déborder le vase. Ça le mériterait !

CRIME SANS PROFIT

Après que l'IRA ait revendiqué l'attentat de Manchester (camionnette piégée, 200 blessés) beaucoup se sont demandés à quoi cela pouvait servir à l'heure où des représentants du nationalisme irlandais cherchent à se faire admettre à des pourparlers de paix. Et nous avons entendu la réflexion suivante : "au fond, s'il y avait une vraie paix, les terroristes deviendraient inutiles".

Cette remarque simpliste et éloignée du problème historique et politique pourrait avoir un fond de vrai : l'auto-conditionnement créé par une pratique terroriste de longue durée, qu'on trouverait aussi chez des militants de l'ETA et dans bien d'autres cas de guerre civile prolongée à travers le monde

Il court il court, Le Fur...

Le député du sud des Côtes d'Armor vient de s'organiser une petite fête personnelle. Non pas celle d'un parti ou d'une organisation : la fête à Le Fur.

Son zèle, il faut le savoir, ne l'entraîne pas seulement vers le soutien de l'agriculture et de la surproduction porcine et azotée, mais aussi vers celui des commandos anti IVG.

Ça le situe dans une zone de la politique que la justice ne nous permettrait peut-être pas de nommer.

Les Européens de la communauté peuvent voter aux élections européennes dans le pays où ils résident ; par exemple, les Britanniques, les Allemands... etc... installés en France. C'est logique et c'est officiel. Mais on n'a vraiment rien fait pour leur rappeler et les inciter à voter sur les listes électorales. Comme si on appliquait la loi honteusement. Ça rappelle les années où on a suivi immédiatement la loi admettant l'objection de conscience : on pouvait être dispensé de porter des détails de la loi. Ça y est, les armes de guerre ne sont plus portées en vertu de la loi aux Etats-Unis ; c'est une nouvelle victoire de Clinton au Congrès. On est quand même stupéfait d'apprendre que la décision a été acquise à la voix de majorité seulement ! Tout sans doute l'attribuer davantage à la puissance des "lobbies" qu'aux traditions sangonnières des Américains et à la morale du Far West. Les puissances d'argent peuvent être assez fortes pour tenir en échec une majorité silencieuse ou une majorité non véhémement démocratique elle-même. Faut-il ajouter, aux Etats Unis seulement ? dent ; par exemple, les Britanniques

PLUS ROUGE QUE VERT

Retraité, donc débordé d'activités, je n'ai pas trouvé le temps d'écrire long. J'ai tout de même envie de dire que je me sens plus rouge que vert. Non pas que «le vert» ne m'intéresse pas ! Je suis très bio et très défenseur de la nature mais j'ai dans ma tête l'image du vert un peu «évaporé», assez loin des réalités politiques et sociales.

Il ne faut pas que le vert soit une bonne conscience, une valeur refuge. Il faut que l'écologie ait sa place, toute sa place mais rien que sa place. Mobilisons-nous sur des terrains de lutte mais ne mélangeons pas les terrains.

A amalgamer, on affaiblit. On sera reconnu avec une casquette, jamais avec plusieurs (même si tout doit concourir à remettre en cause le pouvoir politique non partagé, hégémonique... à terme.

*Un combattant socialiste
D. P. (Brest)*

NDLR: Il ne s'agit pas d'amalgamer, mais de trouver la synthèse politique qui réponde aux problèmes de notre époque.

V.A.P. est toujours aussi passionnant!

L.C. (Toulouse)

PENSEZ À VOUS RÉABONNER

Les forums bretons

Comme annoncé dans *Vivre Au Pays*, trois "forums" bretons se sont tenus au cours du week end des 22 et 23 juin, à Rennes, Saint Briec et Chateaulin. Ils ont réuni des militants des verts, de CES, de l'AREV, de Refondation, de l'Autre gauche pour l'Avenir (29), du GERME (29), de Rouge et vert (35), de l'UDB (35).

Ces organisations étaient tantôt co-invitées, tantôt invitées, mais tout le monde a pu s'exprimer avec la même liberté, y compris sur la finalité et l'aboutissement souhaitable de ces réunions.

Même si les Verts souhaitaient les inscrire, avec une dizaine d'autres qui se sont tenues en France, dans le cadre assez strict de la création (ou peut être plus exactement du renforcement) d'un parti écologiste, avant la fin de l'année, la variété des participants en Bretagne dessinait un projet plus ambitieux et moins rapide.

Pour s'unir, il faut avoir le même projet de société.

La notion de **développement durable** est très féconde pour deux raisons qui sont apparues:

- elle est dans la ligne de la sensibilité "écologique", mais en même temps contient une critique implicite du capitalisme libéral car un développement **non** durable ne peut être guidé que par la rentabilité immédiate et le profit.

- elle dépasse à la fois le défaut écologiste de ne s'intéresser qu'aux problèmes d'environnement (ce que les "Rouges" reprochent aux "Verts", de bonne ou de mauvaise foi) et le défaut productiviste que la gauche marxisante a emprunté plus ou moins au capitalisme triomphant (et que les "Verts" reprochent aux "Rouges", de bonne ou de mauvaise foi).

(Il y a même une troisième raison: c'est la solution des contradictions Nord Sud, mais sauf plus ample informé, ce point qui, au XXI^e siècle pourrait être le problème politique N°1, n'a été abordé qu'à propos du racisme et de la propagande xénophobe).

Question posée au débat de Saint Briec: "**Peut-on parvenir au développement durable sans un minimum de contrôle des investissements de capitaux?**"

Or, on trouve dans certains textes une acceptation explicite de l'économie de marché (qui signifie, on contrôle le moins possible), ou bien on compte sur la Constitution pour assurer le droit des générations futures à un milieu naturel vivable, ce qui ne peut être que l'affirmation d'un principe, comme les Droits de l'Homme, et laisse entier le problème des appli-

cations, comme c'est le cas pour les Droits de l'Homme (immigrés, droit au travail, sexisme...)

Ce débat apparaît aussi dans *Écologie Solidarité* 44 (voir plus loin).

La culture politique des militants venus de la gauche les amène aussi à poser la question de la base sociale. Sur quels milieux, sur quelles couches sociales on s'appuie? Qui veut-on mobiliser prioritairement? Un effet sur "l'opinion" informe et capricieuse obtenu grâce à un bon slogan peut être un poujadisme sans lendemain, selon l'expression d'un participant.

Les actions communes à mener en Bretagne étaient naturellement le chapitre du principal débat, auquel on peut rattacher le problème électoral (élections régionales de 98 notamment). À Chateaulin, deux thèmes précis avaient même été inscrits d'avance: la pêche et la reconversion des arsenaux.

Dans les Côtes d'Armor

A travers les listes Écologie et Solidarité des municipales, la campagne pour l'eau pure impulsée par des associations, le débat sur le traitement des ordures, ou les installations portuaires vaniteuses, une pratique commune existe déjà qui a créé la confiance réciproque. C'est sans doute pourquoi les participants au forum ont décidé, à Saint Briec, **une coordination permanente** entre Verts, AREV et Refondateurs pour renforcer ces actions. Les prises de position sur ces problèmes devront être collectives, l'appui aux associations engagées sur le terrain dans le sens du développement durable sera total et désintéressé.

Dans le Finistère

Une trentaine de militants se sont retrouvés le samedi 21 juin pour une après midi studieuse, à Chateaulin.

Les débats sur l'armement et la pêche, biens préparés par Michel BRIAND et Louis AMINOT de Brest et Janick MORICEAU et Henri GUILLOU de Quimper, ont permis de bien faire le point avant de rechercher des positions communes que nous n'avons pas eu de mal à trouver tant nous avons les mêmes objectifs depuis longtemps.

Ces dossiers techniques ont été longuement exposés dans VAP, je ne les réexposerai donc pas.

Les solutions, qui ne sont pas miraculeuses, passent, entre autres, par la réduction du temps de travail, la formation professionnelles, la redéfinition

des établissements pour l'armement. l'amélioration des conditions de travail, la mise en place de conventions collectives, l'arrêt de la surexploitation des ressources, l'intervention des consommateurs dans la définition de la chaîne pour la pêche.

La partie "rapprochement", introduite par Gérard BORVON de Landerneau et de Jean Louis GRIVEAU de Douarnenez, a été plus controversée. Les jeunes, représentés par le mouvement "CHICHE", et le groupe GERME de Morlaix, ont cependant annoncé leur détermination à mener le processus jusqu'au bout.

D'autres, comme les Quimpérois ou les Brestoï, et les Landernéens (par leur absence) se sont montrés plus réticents et ont demandé "du temps" en exprimant le souhait, légitime, que l'on commence par se parler dans toutes les villes.

Un souhait, qui devra être complété par une meilleure définition de la transition pour que les clivages ne soient pas accentués par un héritage de pratiques différentes.

Une nouvelle réunion, sur les problèmes sociaux du département aura lieu le mercredi 3 juillet à 18 heures à la mairie de Chateaulin, et sur le rapprochement, à la rentrée.

En Ille et Vilaine

A Rennes, on a discuté de la légitimité d'un parti écologiste, c'est à dire défini uniquement ou essentiellement par la référence à l'écologie. François Prévost (Rouge et Vert 35) a fait remarquer que beaucoup de problèmes très importants se situaient sur d'autres terrains. Même le débat sur le développement durable ou soutenable remonte au moins au Club de Rome et a précédé largement la création de partis écologistes:

Les Verts et le CES se retrouveront pour débattre d'une fusion immédiate, les groupes Rouge et Vert et l'UDB d'Ille et Vilaine les rencontreront pour discuter des actions communes à mener et d'une convergence politique plus large.

Le débat en Loire Atlantique...

En guise de forum le numéro de juin d'Écologie- Solidarités (44) a publié un dossier spécial sur la Recomposition des écologistes et des Alternatifs, avec des contributions de militants et élus locaux et régionaux de l'AREV, des Verts, du Parti Écologiste, d'Écologie Solidarités sans autre appartenance ou d'abonnés à "Écologie- Solidarités" (13 articles en tout, de dimensions variables).

La plupart voient cette recomposition comme un rassemblement de tous les alternatifs (ce qui inclut alors les écologistes), ou des alternatifs écologistes ("habituons-nous à parler des alternatifs écologistes et non plus soit des alternatifs, soit des écologistes" écrit Jeanne Marie Lebot, conseillère municipale de Bouguenais), ou des alternatifs et des écologistes, pour ceux qui trouvent plus clair de les séparer encore.

Il ne faut pas toutefois mettre sous le tapis des divergences qui peuvent être encore profondes, même si elles s'expriment sur un ton modéré et amical. Elles tournent autour des no-

tions de Développement Durable et d'économie de marché.

Ainsi, le bureau des Verts 44 se dit: "*pour une économie de marché régulée par les exigences du développement soutenable et de la solidarité*"

Quant à Jean Claude Demaure, du Parti Écologiste (militant chevronné d'Écologie 44, un mouvement proche de G.E., et adjoint au maire de Nantes), il voit d'un côté une recomposition avant tout "*anti-capitaliste et anti-européenne*" qu'il trouve "*parfaitement légitime*" et de l'autre une recomposition d'abord et avant tout écologiste, et dont le projet serait le développement soutenable, attaché aux libertés, "*y compris celle d'entreprendre*". (lui est pour la seconde)

Or, plusieurs des autres intervenants sont arrivés à la conviction que, au fond, le développement durable, c'est le contraire du libéralisme et de la logique du marché, ou encore de la "liberté d'entreprendre", tout au moins pour les grandes entreprises qui orien-

tent et modifient le sort de la planète.

Citons Mireille Ferri, conseillère municipale de Nantes et conseillère régionale (Écologie Solidarités): "*L'écologie n'est pas conciliable avec le libéralisme, parce que la régulation de phénomènes aussi graves que la paupérisation de franges de plus en plus larges d'individus et de zones du monde... ou les perturbations climatiques graves que nous risquons de connaître, exigent la primauté du politique sur l'économique. Toutes les règles de la production de richesses doivent être revues*".

NDLR: Il faut sans doute séparer le phénomène du marché qui existe chaque fois qu'on vend et qu'on achète, et l'idéologie du marché (celle de la pensée unique) pour laquelle une personne sans pouvoir d'achat est une non-personne puisque le marché ne la connaît pas. Quant à la liberté d'entreprendre, elle signifie généralement dans les discours politiques: liberté de s'enrichir aux dépens des autres sans s'occuper de savoir si leurs conditions de vie restent soutenables.

...et dans les Alpes Maritimes

Nous citons ci dessous de larges extraits d'un des journaux locaux Rouges et Verts: ROUGE-VERT-INFO de Nice. L'article critique le repli des Verts sur un parti purement écologiste et l'attribue au refus d'un engagement vraiment social.

"Le plat qu'on nous ressert à présent a précisément pour recette celle qui a abouti à l'échec que l'on sait: le mélange des ingrédients les plus divers (autrefois personnalisé par Waechter Lalonde Voynet) dans une confusion qui a discrédité les écologistes en général, alors que, parallèlement, les préoccupations écologistes gagnent du terrain dans l'opinion. Les Verts sont les premiers à brocar-

der les parcours affligeants de Lalonde et Waechter.

Mais en même temps, ce qu'ils proposent aujourd'hui repose sur les mêmes illusions: le refus de se situer sur l'axe gauche-droite, la réaffirmation du «paradigme écologique» (postulat bien naïf selon lequel l'écologie en elle même serait un projet ayant réponse à tout.

Nulle part en Europe ou dans le Monde, contrairement à ce qui s'est passé dans les années 80, il n'existe de poussée des formations politiques se réclamant du «paradigme écologique» et du refus du clivage droite-gauche. Il y a même un recul généralisé de ce type de parti. En Allema-

gne, les Grünen se situent clairement à gauche.

En France, les Verts restent au milieu du gué. C'en est fini disent-ils du «ni droite ni gauche», mais faute de se situer à gauche et à vouloir se situer "ailleurs", tout en dialoguant avec la gauche traditionnelle, notamment à l'approche des échéances électorales de 98, ils éprouvent des difficultés persistantes à se lier concrètement aux mouvements d'émancipation. Leur faible présence dans les réseaux associatifs et syndicaux, dans les collectifs unitaires, en témoigne, particulièrement dans notre département. Cet univers semble, à leurs yeux, être celui de la gauche, pas le leur..."

Le débat est lon d'être clos. VAP continuera à tenir ses lecteurs au courant des développements de la recomposition en Bretagne (avant tout), et à se faire l'écho des débats

Quelles élections en Bosnie?

«D'accord, d'accord, je démissionne»
(...et puis après, je me fais réélire...)



On se rappellera l'analyse parue dans VAP sur les accords de Dayton. Un trait frappant était la stricte mise en tutelle des institutions créées, avec la communauté internationale comme gendarme et censeur. Aujourd'hui, les puissances occidentales qui ont imposé les accords de Dayton ont l'air pressé d'organiser des élections. Or, rien n'est stabilisé et les partis démocratiques (non étroitement nationalistes) n'ont pas le temps de s'organiser et le moyen de faire campagne. Par contre, des criminels de guerre auront peut-être, eux, les moyens de poursuivre leur propagande d'intolérance, à visage plus ou moins découvert.

Ceux qui montraient une poigne de fer se laveraient-ils les mains aujourd'hui devant les désordres qu'ils ont figé, mais pas réparé encore?

NB: Aux endroits prévus pour la visite de Clinton, on va construire des maisons neuves; leur emplacement est déterminé par le champ de vision optimum des caméras! Ce n'est pas la paix miracle, c'est la paix spectacle (qui pourra disparaître une fois l'émission télé menée à bien).

Skol Uhel Ar Vro

Comme chaque année, L'Institut Culturel de Bretagne réalise un dépliant: "Stages et vie culturelle en Bretagne". Ce document, édité à plusieurs milliers d'exemplaires et largement diffusé donne les adresses et les numéros de téléphone des organismes qui proposent des stages linguistiques, historiques ou économiques sur la Bretagne.

Ce document est disponible auprès de L'Institut Culturel de Bretagne, 74 F, Rue de Paris, BP 3166, 35069 RENNES CEDEX

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:

ADRESSE:

ci joint un chèque de (40F minimum):
adressé à:

VIVRE AU PAYS
BP 4329 - 22006 SAINT BRIEUC
CEDEX

Les nuages s'accumulent au dessus du service des aides ménagères

Baisse des taux horaires de remboursement par les financeurs institutionnels; désengagement sous diverses formes des organismes sociaux; concurrence de nouvelles formes d'emploi à domicile sur fond de déréglementation du travail... Les services d'aide ménagère sont entrés dans une zone de turbulence qui risque fort de mettre à mal un secteur professionnel qui emploie plusieurs dizaines de milliers de salariés dans l'Hexagone. A titre d'exemple, pour le Département du Finistère, cela représente 1,5 million d'heures de travail par an, l'équivalent de 800 emplois à temps complet.

L' AIDE MENAGERE, QUELQUES RAPPELS

Les services d'aide ménagère constituent le dispositif central du maintien à domicile des personnes âgées et handicapées. Ils souffrent d'une image désuète, restée vivace dans l'opinion: travail d'appoint essentiellement et non qualifié. Ce ne sont pourtant pas de simples «fournisseurs de femmes de ménage», comme certains semblent encore le croire. Par l'aide qu'ils apportent à des personnes âgées dépendantes, des personnes lourdement handicapées, des malades mentaux ou des victimes du Sida, ces services sont porteurs d'un véritable travail social à part entière.

Le financement de l'aide ménagère provient de deux sources:

- La participation de l'utilisateur (entre 6,90 F et 80,49F selon les ressources)
- La participation de financeurs institutionnels: organismes sociaux, caisses de retraite, mutuelles, Conseil général (pour les ressortissants de l'aide sociale uniquement).

L'aide ménagère a une double nature juridique:

- C'est une prestation légale d'aide sociale, financée par le Conseil Général, pour les personnes âgées et handicapées ayant des ressources inférieures au plafond du Fond National de Solidarité (environ 3400 F par mois pour une personne seule, 6000 F par mois pour un couple).
- C'est une prestation facultative, financée par les organismes sociaux sur leurs fonds d'action sociale, pour les personnes ayant des ressources supérieures au plafond du Fond National de Solidarité. Dans ce cas, il n'y a pas un droit légalement reconnu (comme le droit à la

retraite ou au congé maternité), mais une «faculté» accordée par chaque organisme selon ses propres critères.

Le barème arrêté chaque année par la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (dans les faits, le Ministère des Affaires Sociales a un poids prépondérant), principal financeur de l'aide ménagère, constitue la référence pour la plupart des autres financeurs (dont les Conseils Généraux) qui alignent leurs prix plafonds sur ceux du Régime Général.

LE CHOC D'UNE DEREGLEMENTATION QUI NE DIT PAS SON NOM

Depuis une petite dizaine d'années le champ d'activité de l'aide à domicile est confronté à la multiplication de mesures censées favoriser le développement des emplois de proximité:

* Loi du 5 Janvier 1988 instaurant une exonération totale des cotisations patronales d'assurances sociales au profit des employeurs directs d'aides à domicile (personnes âgées de plus de 70 ans, handicapés...)

* Lois des 30 et 31 Janvier 1991 et Décret du 6 Janvier 1992 organisant les «emplois familiaux» et accordant une réduction de l'impôt sur le revenu égale à 50% des frais d'aide à domicile dans la limite d'un plafond de dépenses de 90 000 Francs.

* Décret du 10 Novembre 1994 (Loi quinquennale sur l'emploi du 20 Décembre 1993) organisant le chèque-service.

* Loi de Janvier 1996 étendant la possibilité de recours au chèque service au delà de 8 heures hebdomadaires et ouvrant la porte aux entreprises marchandes.

Ce contexte réglementaire aboutit à ce que le domaine de l'aide à domicile est de plus en plus ouvert à une logique concurrentielle basée sur une distorsion des prix. Cette logique s'exerce au détriment des services traditionnels d'aide ménagère qui doivent assumer des charges que d'autres n'ont pas: différentiel de taux de charges sociales patronales (différentiel encore plus sensible pour les services à statut public par rapport aux services à statut associatif), prise en charge des frais de formation et de déplacement des salariés, frais de gestion...

Cette logique est accentuée par le fait qu'un certain nombre d'organismes détournent ouvertement la réglementation sur les emplois familiaux: Entre autres cho-

ses, les Lois de Décembre 1991 instaurent, pour les services aux personnes, un régime juridique dit de «placement de travailleurs». Dans ce cadre, l'employée reste salarié direct de la personne chez qui elle travaille. L'organisme agréé gestionnaire du service de placement de travailleurs intervient pour la mise en relation du salarié et de l'employeur et pour effectuer (contre rémunération de ses frais de gestion) diverses formalités pour le compte de l'employeur. Dans ce cas uniquement, l'employeur direct peut bénéficier légalement de l'exonération totale des charges patronales.

Dans les faits, bon nombre de ces organismes, qu'on appelle encore «services mandataires», ne se contentent pas de placer le salarié et d'accomplir les formalités autorisées par la Loi. Ils ont érigé un système où le particulier employeur n'est plus qu'une fiction nécessaire pour bénéficier de l'exonération totale des charges patronales, mais ce sont eux qui ont toutes les caractéristiques de l'employeur réel. Ce tour de passe-passe leur permet de proposer un coût du travail défiant toute concurrence!

Les conséquences peuvent en être mesurées facilement. L'analyse des statistiques établies dans le Finistère par une association liée au Conseil Général montre ainsi que le nombre d'heures d'aide ménagère a diminué de près de 75 000 heures entre 1992 et 1993 et de 20 000 entre 1993 et 1994; soit une perte équivalente à plus de 50 emplois à temps plein sur 2 ans. Parallèlement, les heures «mandataires» ont crû, sur les mêmes périodes, de respectivement 205 et 220 000 heures. En rythme annuel, cela représente plus d'un million d'heures de travail exonérées illégalement de charges patronales; une perte de recettes de l'ordre de 16 millions de Francs pour les organismes de Sécurité Sociale du Département.

UN AVENIR PARTICULIÈREMENT SOMBRE

Le danger est grand, aujourd'hui, que les Caisses de retraite, financeurs traditionnels de l'aide ménagère, mais également les Départements, se désengagent de ce secteur sous la pression de leurs propres difficultés financières et privilégient la rémunération du travail au moindre coût en conventionnant les services «mandataires».

Les tendances lourdes que l'on constate ne sont pas seulement liées à la situation financière des régimes de Sécurité Sociale. Elles comportent une dimension idéologique forte; c'est la remise en cause de tous les services rendus à la population sur un mode un tant soit peu organisé et collectif, au profit des mythes libéraux les plus éculés (un travailleur «libre» négociant «librement» son travail avec un employeur «libre»).

Il s'agit d'une logique maastrichienne importée dans le domaine social. De ce point de vue, si les services d'aide ménagère à statut public vont morfler les premiers, les services associatifs ont aussi du souci à se faire. Il faut d'ailleurs avoir conscience que des groupes capitalistes, type Lyonnaise des Eaux guettent au coin des bois et pourraient bien rapidement tailler des croupières sur leur propre terrain aux apprentis sorciers des services mandataires!

On peut craindre que l'instauration de la «prestation autonomie», destinée aux personnes âgées dépendantes et aujourd'hui reportée aux calendes grecques, soit l'occasion de nouvelles offensives libérales dans ce secteur.

Jean Louis GRIVEAU.

INCENDIE DES MONTS D'ARRÉE : *La tragique destinée du Centre Bretagne*

L'incendie qui vient de ravager les Monts d'Arrée nous rappelle tragiquement le sort que subit le centre Bretagne depuis trop longtemps: crise agricole, perte d'activités économiques, départ des jeunes et vieillissement de la population conduisent à la spirale de la désertification.

Certes, la responsabilité de militaires en mal de terrain de jeu est directement en cause dans cet incendie; il aurait aussi bien pu résulter de l'imprudence d'un touriste ou de toute autre personne, car une nature «enjachère» est une proie toute désignée

pour ce genre de drame. Les plantations de résineux, encouragées il y a quelques années pour cause de rentabilité rapide des ventes de bois, ont peut-être aussi influé sur l'ampleur du sinistre.

Après ce drame, la nécessité d'un projet de développement cohérent du Centre Bretagne, élaboré sous le contrôle de la population, se fait sentir avec encore plus d'évidence; un projet de développement fondé sur la

mise en valeur des richesses naturelles de cette région, le soutien à une agriculture porteuse d'emplois, axée sur la qualité et l'authenticité des produits; un projet de développement respectueux de l'environnement, qui ne soit pas synonyme de réserve d'indiens et pour lequel l'Etat doit, à titre de réparation, prendre toutes ses responsabilités, éventuellement par le biais du Conservatoire du Littoral qui est aussi Conservatoire des Rivages Lacustres.

Mell war an troad , mann e-barzh ar penn

D'ar yaou, an ugent a viz even ,ret eo derc'hel pemzekteiz c'hoazh. Pemzekteiz da c'houzañv , da gaout poan evit o deus kas douzh ar "football" hag ar plas divuzul a zo gantañ e-barzh ar medi. Met ret eo ,evit ia afer-se , en amzerioù arvarus-mañ ambuziñ ar bobl, derc'hel an hini dilabour dirak e dele , dinec'hañ ar stadoù/broioù gant o "mar-seillaise" hag o "god save the queen".

Bez' n eus kas douzh ar foot, gwir eo. E werennadoù bier tomm, e bato-fritet druz. Ar spered-parrez a ren evel un aotrou, e zispriz evit ar merc'hed .An arvest-mañ, ar reolennoù divizet gantañ: warlerc'h ur but emañ an hini en neus merket o lammat a-bep tu, ur joa sot ennañ. Neuse, berniañ a ra an oll c'hoarrierien en un doare hudur. E drucherezhioù (pilet e-kichen ar but, tortisañ a ra ar paotr) an nefiv saludet war an daoulin, signoù ar groas graet 'nur entreal war an dachenn pe an douar-mañ poket war an ton bras gant rener ar c'hlub an trec'h gantañ kement-a-neuz ! Hag eveljust an arc'hant, lakaet war -wel pe dre-guzh , ar c'hoarrierien-mañ keñveriet hep mezh ebet gant Mozart, e kreder anvet anehe artistet hag e-barzh o godelloù daou c'hant skoazell-arc'hant ar re dilabour bep mis.

Ma ne blijat ket deoc'h ar fobal, evit o teskamant eo ret sellout ur match douzh ar skinwel. N 'eo ket sellout, selaou kentoc'h! Selaou sottoni ar re a zisplega an abadenn, tud dizesk all, gante daou c'hant ger d'ar muiañ tout. Ret eo klevout anehe e-pad koupenn an Europa kontañ deus Bro-Tchekoslovakia e lec'h Republik-Tchek, pe fent gante o koreal deus an den an vet Cocu, genidik deus bro-Holland wat ar marc'had. A benn ar

fin, sonet, seizet int gant o broadelouriezh "kokokokogog" pa vez Bro. C'hall en risk da vezañ trec'het pe da vezañ par ha par. "Match nul" vez graet en galleg. Ya, an didalvez eo nemetken pal ar foot. Diskouez a ra dimp stad divalo an nen. Gwasoc'h c'hoazh, kreskiñ a ra plas ar sport-mañ e-barzh hon bed politikel. Pariañ a ran e vo pennoù bras ar Frañs e Bro-Saoz na'z eo prest skipailh an tri-liv da c'hounit ar maout.

E.T, ma lenne ac'hanon, warlec'h da veaj en Hollywood na vanka dit mont en dro war hon Douar, 'teus ket nemet mont war an dachen fobal. Eno e tafvi, en un taol, holl sottonioù an amzer a-vremañ. Kavout a ri aze, an darn vrasañ deus kleñvejoù sokial a c'houzañvomp: Hirnezh, arc'hant, truherezh ha feulster.

Lazhadeg an "Heysel", se zo bet gwelet warlec'h, n'oa ket an aksident dibar. Dre ar bed a-bezh, klubchoù gant o "hooliganed" a boania a-sizhun d'ober adarre un taol ker ken efvorus. Tokoù-houarn ,pennbizier , dilhad-soudard..... Ar brezel, war an dachenn glaz eo ar fobal . Neuse, evel hon "poilued" gwechall evit mont d'an emgann e vez kluket gante gwerennadoù bier ha gwin divalo forzh pegement , ar drammoù-mañ aotreet gant ar stad hag a zigas gounid dehañ . Daoust hag efv eo ret laret pegen feson ar re diwar c'hopr 'zo war an darn vrasañ deus ar c'hoarrierien fobal . Deut int da vezañ tud hep ene ,hep enor , tamm aon ebet gante da redek etre ar re varw hag ar re bloñset e-pad an nosvezh "Heysel" , a-benn seveniñ o c'hontrad, e-kehid ma oa an teleoù o skignañ ,

pres warne, ar skeudennoù kafvus-se. Paet o doa evit-se, n'eo ket gwir ? Met an dra-se ne sella ket douzhomp. Ma Zhierry kaez. Neketa , Jean-Michel?

En despet da se , me 'm eus kavet plijadur ivez o sellout douzh ar skinwell matchoù fobal , ret eo din ansav . met diwar hudu e vo fin , ez an d' an em soagnañ , prometet eo , hag c'hwi ivez Martezen? Moian zo d'or se a-stroll . peogwir n'hallomp ket aberziñ gouenn heskinus an drec'herien d'an Doueed, ret e vefe sellout pizh douzh mehoz ur bloavezh hep fobal .

BRUNO



Expression débile du nationalisme à l'occasion de la Coupe d'Europe de foot: coiffés en Tommies de 45, les avants anglais vont à nouveau régler leur compte aux Fritz... On sait ce qu'il en est advenu!

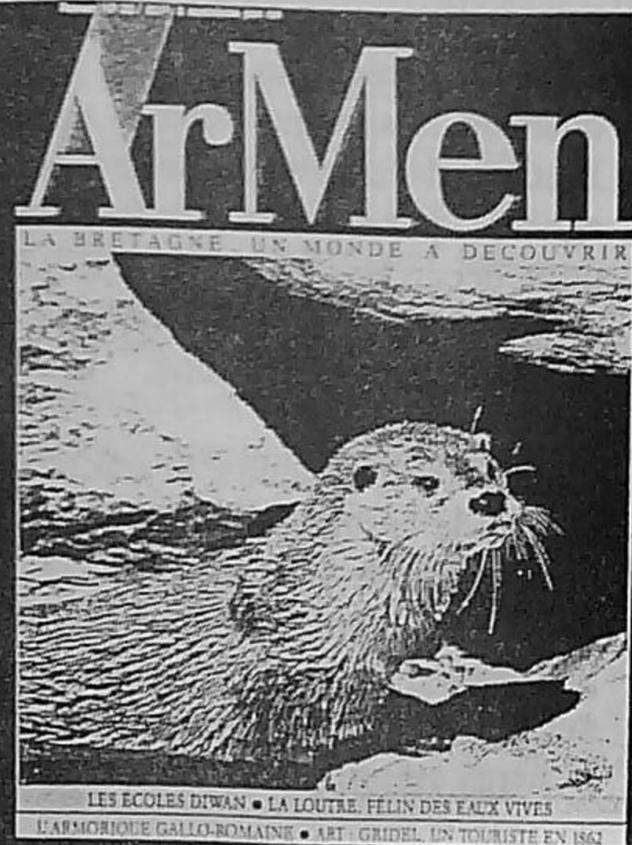
AR MEN a 10 ans

Nous célébrons très volontiers avec les rédacteurs de la revue AR MEN le dixième anniversaire de celle-ci. C'est vrai qu'elle a su unir le goût et l'illustration du patrimoine à la curiosité technique et critique du sociologue et de l'historien.

On peut confirmer l'éloge que l'équipe responsable fait à ce travail entrepris: "la collection d'Ar Men

constitue déjà une véritable encyclopédie de la Bretagne".

A suivre... et pour cela: AR MEN, Abri du Marin, 29177, Douarnenez Cedex - 440 F l'abonnement pour 9 numéros, possibilité de prélèvement en 2 fois (220F).



L'État Nation est-il dépassé ?

Les deux textes qui suivent ne font que déblayer un peu le terrain pour un débat qui se poursuivra. Il a été lancé par Alain PERRET qui précise un peu plus sa position.

Le problème, c'est la démocratie

Pour ma part, je considère que c'est d'abord par rapport à la question clé de la démocratie que doit être examinée l'opposition national/mondial ; encore faut-il bien préciser qu'il ne s'agit pas de démocratie dans l'acception moderniste et européiste développée par certains experts, mais bien dans son sens citoyen (jacobin ?) de souveraineté populaire assise sur le suffrage universel (élaboration des lois, désignation et contrôle des exécutifs...).

Il s'agit donc de rechercher quelle dimension, nationale ou mondiale, offre, à notre époque, les meilleures conditions pour qu'existe et se développe une telle démocratie «souverainiste». Et cela nous amène à poser deux questions :

- Peut-il y avoir démocratie sans territoire et, si la réponse est non, quels territoires apparaissent les plus appropriés ?

La science et le mauvais plombier

Parler de l'opposition actuelle entre une logique ou une rationalité purement financière et la logique générale que j'appelle volontiers "scientifique" crée quelques malentendus. On me dit: "le nucléaire, c'est scientifique" (mais mauvais, bien sûr). Si scientifique veut dire produit par une recherche et une technique poussées, alors votre voiture est scientifique, votre frigidaire aussi et même votre paire de ciseaux de qualité, puisqu'on a étudié de près le meilleur angle d'attaque des tranchants, le meilleur alliage... etc... Mais imaginez un plombier qui vient chez vous: il pose les

tuyaux d'arrivée d'eau, des cuvettes et une baignoire idoines, un chauffe eau très adéquat et économique... et il oublie l'évacuation... Direz-vous que c'est un bon technicien? Ou, si je vous pose la question, qu'il a travaillé scientifiquement?

Le nucléaire de fission actuel est comme ce mauvais plombier. Il ne maîtrise absolument pas la dernière phase, celle de l'évacuation ou de la reconversion des déchets et des usines... Pour moi, il répond (mal d'ailleurs) à une logique financière de profit, à la rigueur à une logique nationaliste, certainement pas à une logique scientifique.

J.G.

- Peut-il, d'autre part, y avoir démocratie sans véritable débat public et, sinon, quelles sont, là encore, les conditions de son existence et de son développement ?

Démocratie, (dé-)territorialisation, débat public, voilà, à mes yeux, les notions autour desquelles la réflexion peut s'articuler sur cette question.

Alain PERRET

La nation, un appel au culte

L'état-nation est apparu avec le besoin d'un territoire assez étendu et assez sûr (police des routes et voies navigables etc...) pour permettre le développement d'une activité marchande capitaliste. Dès le 17ème siècle, l'avènement d'une classe moyenne marchande en Angleterre correspond à l'avènement d'un nationalisme complètement différent de la loyauté féodale. Il va s'exprimer dans la Révolution puritaine et dans la philosophie de Locke, précédant d'un petit siècle les Révolutions américaine et française qui fondent définitivement la démocratie républicaine «jacobine».

On va unir l'état-nation et la notion de patrie (la terre des ancêtres) pour créer une nouvelle religion avec ses liturgies et ses objets sacrés (le drapeau). Au nom de la foi nationale, les bourgeois vont souvent demander aux peuples de se faire tuer pour des intérêts qui ne sont pas vraiment les leurs. Dans notre culture démocratique, cette religion a ses croyants, comme Victor-Hugo :

«Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie»...

et ses incroyants comme Prévert :

«Ceux qui pieusement, ceux qui copieusement...»...

Voilà l'héritage et l'arrière-plan. C'est à partir de là que se posent les questions concrètes et actuelles :

• l'extension du territoire pour les marchands, c'est aujourd'hui la mondialisation ; l'espace politique ne doit-il pas une fois encore s'installer dans l'espace économique ?

• Dans l'opposition Nord-Sud, si aveuglante, l'égalitarisme qui inspire toute pensée progressiste ne doit-il pas être plus «global» et plus «mondial» encore que le G 7 ou le F.M.I. ?

• Une stratégie sociale de repli sur la France (Sécu, échanges commerciaux, monnaie, armée, etc...) a-t-elle de meilleures perspectives que la recherche d'alliances progressistes européennes puis mondiales (durée du travail, union syndicale, pacifisme, environnement, etc...) ?

J. GALAUP

Une effrayante loufoquerie

Il nous est tombé entre les mains, pour la seconde fois, les propos anonymes d'un groupe de fous dangereux, délirants, grotesques, ridicules, et donc comiques d'une certaine façon, mais dangereux car ils sont la quintessence d'un racisme plus ordinaire et ils le représentent en concentrant la connerie et l'inexactitude inhérentes au racisme.

Nos hommes politiques de droite et de gauche ne sont pas poussés par l'ambition personnelle, comme un vain peuple pense, mais par une inexorable volonté : détruire la civilisation «blanche» (dont on ne précise pas la définition et les principes) au profit des Juifs qui sont pour le métissage généralisé et l'uniformisation des cultures (on ne comprend pas très bien non plus ce que les Juifs gagnent à se métisser et à perdre leur propre culture, mais c'est comme ça : ils sont l'esprit du mal qui veut faire tout dégénérer dans une espèce d'entropie spirituelle où ne subsisterait ni tradition, ni ordre public, ni rien de reconnaissable !).

Mais, direz-vous, on ne peut pas prétendre que nos dirigeants sont tous des Juifs ? S'ils ne le sont pas eux-mêmes, alors ils ont épousé une juive, ou une femme qui a eu un grand père hongrois probablement juif, au moins en seconde noce. Ou alors ils sont ... francs-maçons, comme Carignon et Garetta ! Ou bien s'ils sont de vrais blancs comme Chirac qui est un «vrai corrézien» (merci pour lui) ils ont été bénis par quelque rabbin («le rabbin Loubavitch de Paris» en ce qui concerne Chirac, mais nous ignorons si ça a quelque chose à voir avec les Balubas du Congo ...). Enfin s'ils n'ont pas de parent même éloigné en Europe Centrale, s'ils n'ont jamais rencontré un rabbin dans le métro, s'ils n'ont rien à voir avec aucun juif, qu'il s'agisse de Karl Marx, de Groucho Marx ou de Jésus Christ, alors ... c'est qu'ils sont payés par les Juifs. C'est péremptoire, c'est irréfutable.

Qu'ont-ils déjà accompli comme forfaits ? Des tonnes ! Ils ont limité la natalité par des lois sur «l'avortement

des blanches» (sic). Ils mettent en prison les écrivains révisionnistes en utilisant des «juges cosmopolites» (resic). Ils ont déclenché des guerres «contre les ennemis d'Israël», dont ont été victimes entre autres la Russie en 1917, l'Allemagne nazie en 1945 et l'Irak en 1990. Ils ont organisé la contamination du sang avec Fabius et Garetta (voir plus haut). Ils auraient voulu «nous voir crever pour Sarajevo-la-cosmopolite». Ils ont inventé enfin «le marxisme et le libéralisme» qui ont, sans qu'on s'en doute, le même objectif : ce «monde gris», entropique, décrit plus haut, où, Dieu sait pourquoi, les Juifs pourraient alors être les maîtres...

L'allure de cet imprimé, comme celle du précédent, laisse supposer une large diffusion. Sinon, l'adresserait-on à des gens comme nous, que ce soit pour nous convaincre ou pour nous contrer ? Alors, après s'être dit : les racistes sont vraiment des cons, après s'être soulagé en les ridiculisant, on se demande avec inquiétude : et si les cons étaient nombreux ? J. G

D'une extrême droite à l'autre...

Plus que le travail souterrain de l'OPUS DEI (VAP de juin), il me semble important de dénoncer les tentatives d'infiltration par le "Front national de la Jeunesse (FNJ) de certaines associations (1).

Je trouve un peu primaire l'anti cléricalisme bien costarmoricain de A; Barth (je suis athée). Il n'est pas question de donner des biscuits de plus au Front National (la France éternelle et catholique de Clovis). Disons donc qu'un chef d'état étranger sera accueilli ce mois de septembre en Bretagne, non en France, avec tous les honneurs qui lui sont dus. Objectif: déconnecter la visite papale de son arrière plan idéologique récupérable par l'extrême droite...

Avec vous pour une Bretagne (ou une Armorique aux frontières plus grandes), solidaire, écologique et régionaliste

G. Mével, Nantes (militant UDB depuis 20 ans)

(1) Notre lecteur nous envoie un texte du FNJ montrant l'invocation de la "Celtie" (et non de la France) pour "tremper la volonté" et focaliser les énergies des "Guerriers d'Or" (sic). On y suggère au destinataire de faire "infiltrer une association de randonnée par nos éléments les plus catholiques (resic). La presse a fait état de ce courrier très révélateur.

Il cite également des sectes agissant à Nantes, notamment ISHO (Institut des Sciences Historiques de l'Ouest) qui a au moins un suicide par le feu sur la conscience et s'est dissoute en décembre dernier pour se réincarner dans d'autres associations et dont les agissements lui paraissent très inquiétants.

NDLR: Nous n'avons aucune intention, consciente ou inconsciente, de nous acharner sur la hiérarchie catholique en négligeant le reste. G. M. semble négliger l'aspect laïque des critiques adressées au voyage du Pape: faut-il vraiment renforcer l'équivoque malsaine entre chef religieux et chef d'État ? Cela dit, il est très possible que des formes qu'on pourrait décrire comme païennes et tribales du nationalisme raciste (l'aspect populiste du FN) soient les plus dangereuses de toutes.

Le charme discret de la réaction

VOICI QUELQUES MORCEAUX CHOISIS DES ECRITS DE JOSEPH LE BIHAN, FONDATEUR DE L'INSTITUT DE LOCARN - 22 - ORGANISME CONSTRUIT POUR MOITIE, AVEC DES FONDS PUBLICS ET INAUGURÉ EN SEPTEMBRE 94 EN PRÉSENCE DE OTTO DE HAGSBURG.

Ces textes sont extraits de "GENESE DE L'EUROPE UNIFIEE DANS LE NOUVEAU MONDE DU XXI° SIECLE" imprimé par l'Imprimerie Coopérative Chevillon à SENS (Yonne en janvier 1993 pour le compte de la CAVAP (Coopérative Agricole de Villeneuve l'Archevêque). Dépôt légal n° 12840

- A propos de la Russie : "ce pays a besoin d'un PINOCHET, que beaucoup de Russes attendent" (P.23)

- L'Afrique : "Ces peuples sont dépourvus de patriotisme autre que tribal..." (p. 17). "Nous pouvons donner tout l'argent de la France à l'Afrique, nous ne verrons jamais naître un développement dans ces pays. On ne crée pas, on n'enfante pas à partir de la mollesse" p.43.. "la descente des richesses ne se fera pas vers le sud. Contrairement aux illusions, le soleil n'est pas générateur de travail et de succès économique durable... Il favorise l'indolence." (p.77)

Il existe un rituel chez les étudiants coréens qui consiste à mettre sur la première page de leur ouvrage:

«Pour la prospérité de ma famille et de ma Patrie». De telles valeurs sont en revanche absentes de l'esprit d'un Sénégalais, d'un Malien ou d'un Algérien. (p.17)

- Les Turcs : Nous ne devons plus accepter des Turcs refoulés par les Allemands, parce qu'ils ne sont bons à rien.» (P.115)

- L'immigration : «Le migrant inutile ne pourra prétendre continuer de vivre indéfiniment sur notre sol. Il faut donc promouvoir le système des quotas et pratiquer une politique sélective des bons migrants lesquels vont venir nous aider à créer des emplois.» (p.117)

- Le tiers-monde : En Asie, aux Indes, en Afrique, tout faible crève au bord de la route, il ne faut surtout pas l'aider, on ne peut pas s'en occuper». (p.143)

- Les enseignants : «On ne peut pas réformer l'éduca-

tion nationale telle qu'elle est actuellement! Elle n'est pas dirigée par des Ministres elle est dirigée par des syndicats d'enseignants... ce n'est pas normal!(p.30) Il n'y a pas plus conservateur qu'un homme de la fonction publique, et ceci est normal: il est protégé, il gère le temps présent et il attend. (p.3)

- Les peuples et les sociétés : «On peut considérer qu'il existe actuellement deux types de collectivités:

- il y a les peuples à culture molle... il y a les peuples à culture énergique. il y a les sociétés énergiques... il y a les sociétés molles... (p.17)

- L'Occident : «Nous assistons à la phase ultime d'une dégradation des valeurs., lesquelles ont fait dans le passé la force de l'Occident: le sens du travail... le sens de la famille... le sens de l'épargne... le sens de l'effort.. la volonté d'assumer. (P.19)

- Aménagement du territoire : "Que le territoire National ne soit pas abandonné pour que des communautés agressives ne s'y installent! Voilà qui va intéresser l'OTAN! Mais nourrir la planète? Non!... ça ne sert à rien de diminuer la mortalité infantile puisque vous ne pourrez pas donner du travail à ces enfants... Seule la sécurité est un argument nouveau et porteur de vérité qui bouscule les sensibilités.

Face à cette marée humaine venant d'Afrique ou d'Asie, il ne sera plus possible de maîtriser la sécurité à l'intérieur de notre pays. Voilà l'argument du maintien de la vitalité rurale" (p119)... etc...

Ces citations me sont pas exhaustives: il y en a des centaines du même tonneau.



LE COMBAT SOCIALISTE VIVRE AU PAYS

MENSUEL

N° CPAPP: 10788

Administration: BP 4329, 34 rue du Gouët,
22006 SAINT BRIEUC CEDEX

CCP 2 238 02 K. Rennes

Directeur de la publication: Jacques GALAUP

Réalisation: Imprimerie spéciale AREV

Dépôt légal: à parution.

Lutte sociale, lutte mondiale.

«Si l'on veut abolir la misère, il faut s'attaquer aux causes, à ce désir de fric, carburant de nos sociétés occidentales. Ces sociétés qui font travailler les enfants du Pakistan et les bagnards de Chine, profitent de la misère du Viêt-nam pour produire à 5 Francs un t-shirt vendu 100 F à Prisunic. Ces sociétés qui ont tracé un trait rouge de sang et de larmes sur l'Afrique. Ces sociétés qui jouent sur les pauvres du Sud pour faire pression sur les pauvres du Nord et créent le chômage pour les mieux tenir à disposition, qui baissent les charges sociales pour améliorer les profits. Ne nous y trompons pas: ce système fonctionne de la même manière à Paris, Barcelone ou Birmingham. Ses bénéficiaires se sont constitués en syndicat mondial, celui des pays riches qui imposent, sous l'impulsion des USA, la suppression des contrôles des états (à défaut des citoyens) sur les entreprises. Ce syndicat a trouvé un bon relais à Bruxelles et à Maastricht, il organise partout privatisations, déréglementations, contraction des dépenses.»

Ainsi commençait l'éditorial de Jacques Pigaillem dans le Rouge et Vert national du 19 juin au moment de la réunion du G7, ce véritable syndicat patronal de la planète, chef d'orchestre des accords commerciaux de la mondialisation, grand dispensateur de la pensée unique.

Pour contrer ce dernier, il faut trouver les moyens d'unir dans le même combat "les pauvres du Nord" et les "pauvres du Sud". Or, si en France, on peut situer encore vingt millions de personnes (en comptant familles, actifs et retraités) "dans la mouvance culturelle ouvrière", comme le précise le dossier d'Alternatives Économiques sur les classes sociales "c'est désormais au niveau mondial que les producteurs sont mis en concurrence entre eux"... "un formidable défi" (pour le mouvement ouvrier). Le développement de l'idéologie xénophobe et anti tiers-monde dans les milieux populaires montre le risque d'une alliance interclasse de repli nationaliste et protectionniste, peut être pas organisée visiblement dans un grand parti néo-fasciste mais sournoise et implicite dans une gerbe d'attitudes politiques démagogiques.

C'est aussi pour cette raison que nous proposons la visée d'un développement durable comme unificatrice des aspirations à organiser la production sous le contrôle des véritables producteurs. Ceux du Sud, forcément sous payés tant que la force de travail sera achetée chez eux au coût dicté par un niveau de vie très inférieur ont le droit de se développer en nous vendant leur production et en achetant chez nous ce qui peut faciliter leurs progrès. Ceux du Nord ont la possibilité d'influencer les conditions de production du Sud par une discrimination contre les pays où l'exploitation est la plus scandaleuse pour les enfants, les prisonniers, les minorités ethniques, les femmes, et sans doute le droit d'exiger des accords de régulation des flux commerciaux pour maîtriser les à coups d'une concurrence déséquilibrée.

Tout le monde, sauf les capitalistes, a intérêt à une revalorisation des matières premières prélevées sur le tiers Monde par une sorte de pillage. Mais cette ébauche de solution du problème restera purement théorique tant que le combat contre la logique capitaliste en tant que telle ne se sera pas affirmé par des actions victorieuses contre certaines aberrations du productivisme industriel et agricole, chez nous d'abord. Sans une base sociale de producteurs et de "consommateurs-citoyens" cimentée de cette façon, il n'y aura pas de percée, seulement des feux d'artifice.

Nous devons tous nous en convaincre, ceux d'entre nous qui sont tentés par une application trop machinale du schéma de la lutte des classes, mais encore plus ceux qui croiraient que l'action politique se réduit à la proclamation de bonnes intentions. Alors seulement, "l'Alternative" et la "Recomposition" auront atteint leur maturité.

Jacques GALAUP